

EDITORIAL



M. Gérard Brémond,
lors du déjeuner du collège d'experts
de la Fondation.
Le 11 septembre dernier.

Chers lecteurs,

De nouvelles voix se font entendre, dans ce numéro, et nous en sommes ravis.

En tout premier lieu, Mme Jacqueline Aloisi de Larderel, membre du Conseil d'administration de la Fondation, qui a bien voulu se prêter à nos questions, au sein de notre rubrique «Interview» en rappelant le bien-fondé d'un développement humain intégrant la protection de l'environnement.

Le 11 septembre dernier, nous avons eu également le plaisir de réunir notre collège d'experts pour la troisième année consécutive, et d'exprimer, à chacun de ses membres, toute notre gratitude. Leur implication à nos côtés, au moment de la sélection des projets ou lors d'évaluations sur le terrain, est primordiale. Outre les échanges informels entre les uns et les autres, trois partages d'expériences ont eu lieu pendant ce déjeuner. Michel Affholder, tout d'abord, particulièrement impliqué dans l'évaluation des projets au Maroc, nous livre ici les fruits de son évaluation; une démonstration de rigueur et une invitation à la modestie.

Avec Co2 solidaire, Alain Guinebault, délégué général du Geres, nous a entraîné sur la voie du protocole de Kyoto, vers une meilleure compréhension du principe de compensation carbone, visant la réduction des gaz à effet de serre. Des mécanismes de flexibilité, qui n'ont pas été sans susciter quelques réactions...

Enfin, ce déjeuner s'est conclu sur le témoignage de M. Pierre Gay, directeur du parc zoologique de Doué, venu exposer son expérience sur la conservation de la biodiversité animale. Avec un enthousiasme sans frontière...

Ce numéro vous invite à parcourir les grandes lignes de ces échanges. Qu'il vous permette de participer à ce partage d'expériences, aussi riche que convivial. Des débats émergent ici et là. Des liens se tissent entre les uns et les autres. Des projets naissent... C'est tout le sens de notre Fondation.

Bonne lecture !

Jacqueline Délia Brémond
Vice-présidente.

SOMMAIRE

Numéro Spécial
Collège des experts

Interview. «L'homme ne peut vivre sans un environnement de grande qualité». Mme Jacqueline Aloisi de Larderel.

P 2

Focus. Déjeuner annuel du collège d'experts. Temps forts.

P 3 à 6

Vie de la Fondation. Résultats de la commission de Juin 2008.

P 7

Partage d'expériences. Nos partenaires ont la parole.

P 8

Agenda. Toutes les informations sur les dates concernant le fonds programmes et le fonds microprogrammes.

P 8



INTERVIEW

Jacqueline
Aloisi de Larderel



«L'homme ne peut vivre sans un environnement de bonne qualité.»

Vous avez participé à l'émergence de la Fondation Ensemble, comment qualifieriez-vous le chemin déjà parcouru ?

En 4 ans, la Fondation Ensemble a fait un incroyable parcours : au total 63 projets acceptés, 18 déjà terminés, des enseignements, des premières expériences disponibles, des fiches techniques diffusées, un site web informatif... Et tout cela, avec et grâce à une très petite équipe, dynamique, compétente et efficace !

Vous avez, depuis de nombreuses années, suivi l'évolution des grands sujets environnementaux. Pensez-vous que les champs d'intervention de la Fondation soient pertinents ?

Je voudrais d'abord dire que de nombreuses fondations ont pour objet la protection de l'enfance ou les problèmes de santé. C'est bien... Mais l'homme ne peut vivre sans un environnement de bonne

qualité : bien des maladies et bien des problèmes de sécurité alimentaire sont liés à la contamination des eaux, à la pollution de l'air, aux déchets, à la dégradation et à la contamination des sols. Le réchauffement climatique est à l'origine de cyclones, d'inondations et de sécheresses, qui atteignent les plus pauvres. On parle déjà de "réfugiés du changement climatique". Partant du point de vue qu'il vaut mieux prévenir que guérir, il faut s'attaquer en priorité aux racines de tous ces problèmes et donc aux problèmes d'environnement. La Fondation Ensemble a ainsi choisi des domaines d'intervention qui me paraissent fondamentaux.

L'eau est un enjeu majeur partout dans le monde, qui devient même source de conflits. Ce sont plus d'un milliard d'individus dans le monde qui n'ont pas accès à un approvisionnement continu en eau potable, et près de 2,5 milliards d'individus qui ne disposent pas de services d'assainissement adaptés.

La faune et flore sont un réservoir naturel pour l'agriculture et l'alimentation humaine. La flore fournit depuis toujours des produits pharmaceutiques. Des micro-organismes servent à la dépollution ou à l'assainissement. Compte tenu de son utilité, de son intérêt économique, social, scientifique, récréatif et esthétique, la biodiversité mérite donc d'être protégée durablement pour la survie de la biosphère. C'est notre responsabilité envers les générations futures.

L'énergie est au coeur des problèmes de développement durable : il est donc de première importance de développer l'accès à des sources d'énergie qui soient renouvelables et qui ne portent pas atteinte à l'environnement.

Enfin, si l'on veut progresser sur le chemin du développement durable chacun doit

devenir acteur du changement et modifier son comportement. Cela ne se fera que grâce aux actions de sensibilisation et d'éducation, un axe d'intervention aussi important pour la Fondation.

En tant que membre du comité de projets, vous participez à la présélection des propositions. Quels conseils aimeriez-vous donner aux associations qui sollicitent le soutien de la Fondation ?

Il ne faut pas que les porteurs de projets oublient que les activités initiées doivent se poursuivre après la fin du projet. C'est fondamental ! Cela veut dire : prévoir, dès la conception des projets, une participation étroite des acteurs locaux, une bonne formation des futurs gestionnaires des activités initiées, et un soin particulier pour que la maintenance des équipements prévus, s'il y en a, soit assurée.

L'aide au développement évolue, quels conseils pourriez-vous prodiguer aux associations et fondations qui œuvrent dans ce domaine ?

Un proverbe chinois dit qu'il vaut mieux apprendre à pêcher à quelqu'un que lui donner du poisson. J'ai trop souvent observé au cours de ma carrière que l'aide était apportée sous forme d'équipements, de nourriture, de médicaments... Bien sûr, il faut le faire, mais il est plus important encore de former, de soutenir des communautés actives ou la création de petites entreprises locales, qui sauront fournir les "services environnementaux" nécessaires (par exemple : construction de systèmes d'assainissement ou de fours solaires, développement de systèmes de culture adaptés...). Soutenir des "microprojets" est aussi très important. Et, je me répète, il est nécessaire de privilégier les actions qui permettront de protéger la qualité de l'environnement de notre planète, sans lequel aucun développement durable n'est possible.

Biographie

Ancien haut fonctionnaire du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement), Jacqueline Aloisi de Larderel est membre du conseil scientifique de l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) et de ICLEI (Local Government for Sustainability), membre du conseil d'administration du Global Reporting Initiative (GRI), de E+Co (Energy trough Enterprise, lauréat 2008 du prix "Sustainable Investor" du Financial Times) et de la Fondation Ensemble. Mme Aloisi de Larderel est par ailleurs membre de nombreux comités et réseaux.



M. Affholder, auteur de deux évaluations, pousse son engagement d'expert jusqu'à l'accompagnement des partenaires dans la mise en oeuvre de ses recommandations. Schéma des infrastructures à l'appui.

FOCUS

11 septembre 2008 : déjeuner annuel du collège d'experts Une rencontre placée sous le signe de la convivialité et de la richesse des échanges. Temps forts...

Le déjeuner des experts a réuni cette année vingt sept personnes. M. et Mme Brémond, ont ouvert ces rencontres en exprimant toute leur reconnaissance au collège d'experts, associant étroitement chacun de ses membres aux premiers résultats de la Fondation, "très encourageants".



M. Gérard Brémond a souligné la gestion rigoureuse de la Fondation... Des résultats, que les membres du Conseil d'Administration ont pu également apprécier, en parcourant le rapport semestriel 2008, réalisé à leur attention.

M. Gérard Brémond a introduit ces rencontres par quelques chiffres clés, concernant la Fondation. Plus de dix millions d'euros investis sur le terrain, dont les deux tiers dans l'eau et assainissement. En tout, 63 programmes soutenus par la Fondation depuis 2005. Le Président a félicité chaleureusement toute l'équipe de la Fondation, et plus particulièrement Mme Irène Serot Almeras, sa directrice, qui en assure "la gestion remarquable".

Mme Jacqueline Délia Brémond a salué à son tour la présence de trois membres du conseil d'administration : Mme Jacqueline Aloisi de Larderel, M. Michel Albert et M. Jean-Louis Servan Schreiber. Elle s'est également adressée à l'ensemble des experts, exprimant toute sa gratitude pour leur implication, "il est rare que le comité de projets s'écarte de leur avis pour la sélection définitive. Certains d'entre eux se sont impliqués dès le démarrage d'un projet, et pendant tout son déroulement. D'autres ont pu se rendre sur le terrain, réaliser une évaluation à mi-parcours".

Mme Délia Brémond a ensuite présenté les résultats de la commission de juin, soulignant que la totalité des projets a été proposée par des associations déjà partenaires de la Fondation.

Parmi ces projets, deux se situent dans des pays à risque : Haïti et la République Démocratique du Congo. Mais, "c'est aussi le rôle de la Fondation de savoir prendre parfois des risques aux côtés de ses partenaires et de leur témoigner ainsi notre confiance".

Mme Délia Brémond a enfin évoqué le nouveau fonds microprogrammes et salué l'enthousiasme et l'implication de ces petites structures sur le terrain. Grâce à la création de ce fonds, la Fondation ouvre ses domaines d'interventions à des projets de moindre envergure dans les secteurs eau et assainissement, développement durable et solidarité/environnement, en insistant sur la conservation de la biodiversité animale. Depuis cette année, elle peut ainsi soutenir plusieurs espèces en danger : requins, gavials, abeilles... Mme Délia Brémond a tenu ici à remercier toute l'équipe de la Fondation pour son investissement sur le suivi de ces microprogrammes.

Intervention de Michel Affholder

Expert très impliqué sur le terrain, M. Affholder n'hésite pas à faire des recommandations techniques pointues qui ont un fort impact sur la bonne marche des programmes. A son actif : deux évaluations. Illustration de son implication...

M. Affholder rappelle le contexte d'intervention : le sud marocain, des zones déshéritées, essentiellement rurales et en périphérie urbaine.

(Suite en page 4)

Archives

Pour consulter le compte rendu du déjeuner des experts 2007.

www.fondationensemble.org

Rubrique :
Actualités Parutions
Newsletter

«Aujourd'hui les migrants marocains sont le moteur du développement de leur village.»



Une rencontre où membres du Conseil d'administration et membres du collège d'experts ont pu croiser leur expériences et opinions.

(Suite de la page 3)

Le point de départ de ce programme eau et assainissement repose sur des migrants marocains, restés attachés à leur douar d'origine. Ils ont réussi à impliquer fortement les villageois, dans ce projet de réseau de distribution d'eau. Sous leur impulsion, ceux-ci s'organisent pour collecter les fonds, mettre des compteurs afin de récupérer de l'argent, et assurer l'entretien, construire de leurs mains réservoirs et canalisations. "De fait, ils ont ici pris conscience de la valeur de l'eau".

M. Affholder témoigne de ce qui l'a frappé dans ces deux villages marocains : "l'implication des présidents d'association locale, extrêmement dynamiques, auxquels les villageois font totalement confiance. On sent qu'il existe une organisation collective qui fonctionne bien et mobilise les énergies. On sent un véritable élan !"

A quoi sert l'intervention d'un expert sur le site ? M. Affholder précise que d'abord "ça le rassure"... Au départ, il donne un avis sur le papier. En se rendant sur place, il peut le confronter à la réalité. Il voit le terrain, rencontre les gens. "Il est très intéressant de voir si, ce que les associations remplissent si bien dans les dossiers de subvention, reste pertinent sur le terrain" note M. Affholder. Bien sûr l'expert est amené à faire des remarques. Mais M. Affholder insiste pour dire qu' "il ne doit pas se substituer aux responsables de la conduite du projet. Il doit respecter les choix faits par la communauté locale. Surtout ne pas les décrédibiliser."

En se rendant sur place, l'expert peut aussi rendre des services. Et même se laisser parfois surprendre : "La dernière fois, j'ai moi-même eu l'occasion de rectifier l'installation d'une pompe et réussi ainsi à la faire fonctionner".

M. Affholder s'est également rendu dans la banlieue de Casablanca. Là, il évoque "l'importance pour un projet de s'enraciner dans le contexte local". Il s'agit, dans ce cas précis, de l'assainissement de zones bidonvilles. Ces zones se situent dans le périmètre d'une société chargée de l'assainissement du Grand Casa. "Je me suis rendu compte sur place à quel point, le bon déroulement d'un projet dépend étroitement du rapprochement avec les opérateurs locaux et les autorités locales."

Intervention de M. Alain Guinebault (Délégué Général du GERES)

En ratifiant le protocole de Kyoto, 126 pays se sont engagés à limiter et à réduire globalement de 5,5 %, par rapport à 1990, leurs émissions de gaz à effet de serre sur la période 2008-2012. A. Guinebault nous présente le mécanisme de CO2 solidaire. Engagements du Geres à l'appui.

Le principe est simple : limiter les impacts de CO2 sur le climat de tout producteur de CO2 grâce, d'une part, à la réduction de ses émissions (prendre le train plutôt que l'avion, par exemple), d'autre part, en recourant à des mécanismes de compensation basés sur des investissements durables. Un aller-retour Paris/Djerba ? C'est une tonne équivalent CO2. En versant 24 euros sur des projets de développement durable dans des pays en développement, il devient possible de compenser, en participant à réduire là-bas, ce que l'on produit ici.

«Pour les ONG c'est une mécanique lourde», concède A Guinebault, «mais

qui offre aussi de nouvelles sources de financement». Une réelle opportunité à saisir notamment pour les énergies renouvelables. Le Geres, par exemple, a introduit des foyers améliorés au Cambodge. Objectif : économiser 25% d'énergie.

«Derrière, les enjeux de développement économique et social sont importants» souligne A. Guinebault. Et les engagements du Geres à la hauteur de ces enjeux : mettre en œuvre des projets à grande échelle, grâce à une forte action de sensibilisation, garantir des financements à 100% par des mécanismes de finance carbone, continuer à sensibiliser le grand public (via les agences de tourisme, les aéroports...) et enfin donner aux petites associations les moyens d'y participer (mutualisation des moyens, formations...).

Cette intervention a suscité de nombreuses questions et réactions.

M. Rémi Gouin s'est interrogé sur la façon de valoriser, sur ce marché de la compensation, des projets de reforestation, comme ceux soutenus par la Fondation à Madagascar par exemple...

M. Guinebault a précisé que les crédits, lorsque l'on parle de forêts, se calculent sur 30 ans. «Le problème est d'être sûr de quoi sera faite cette forêt dans 30 ans». Quand on diffuse des foyers améliorés au Cambodge, on sait

(Suite en page 5)

Un aller-retour Paris/Djerba
= 1 tonne équivalent Co2.
Calculez votre empreinte
carbone sur
www.co2solidaire.org



*Le Co2 solidaire,
un sujet qui suscite beaucoup
de questions...*

(Suite de la page 4)

que la durée de vie des foyers est de 3 ans. On sait que le foyer est acheté par la population, que les familles l'utilisent. Car elles ont intérêt à économiser de l'énergie. «Il s'agit d'un cycle vertueux et facile à contrôler. Dans le cas des forêts, tout repose sur la qualité des acteurs, sur l'État». Or, constate A. Guinebault «les cadres très favorables, qui reposent sur des partenaires fiables et un Etat stable, il y en a très peu».

Question de M. Jean-Louis Servan-Schreiber : «N'est-on pas en train de donner ici les moyens aux plus riches de se payer une bonne conscience sans agir sur les causes ? »

Pour A. Guinebault, «il s'agit d'une étape. On est à la recherche des meilleurs moyens pour que tous les acteurs de la société s'engagent sur cette question de la réduction de Co2».

Il s'agit d' «un formidable outil pour attirer, faire comprendre les enjeux, les mécanismes. Evidemment, il faut ensuite d'autres acteurs, d'autres actions pour aller vers des économies réelles.»

Le prix de l'énergie a été ici mentionné, comme une donnée extrêmement favorable, du moins pour les pays du nord. «Car il faut bien avouer qu'aujourd'hui, seul le signal-prix marche», regrette A. Guinebault.

Question de Mme J. Délia Brémond : Comment se porte ce marché ?

Selon A. Guinebault, le marché de la compensation volontaire, au niveau mondial, est estimé à 100 millions de dollars.

«De fait, nos principaux acheteurs sont aujourd'hui anglo-saxons. En France c'est encore balbutiant», reconnaît A. Guinebault.

Même si certaines entreprises touristiques ont été citées, qui commencent à en faire un avantage commercial et à l'introduire dans leur prix.

Quels sont les garde-fous pour que l'on ne privilégie pas uniquement certains projets au dépens de la biodiversité ?

Pour A. Guinebault, clairement, il n'y en a pas. «Tout repose sur le terrain, sur un jeu d'acteurs présents sur place».

Le débat a été conclu par une intervention de M Philippe Lévêque, qui a souhaité évoquer les dangers et abus ainsi que la nécessité de les prévenir. «Déjà, des forêts d'eucalyptus sont revendus trois à quatre fois leur prix». Il souhaite qu'un travail de capitalisation et de partage entre les différents acteurs soit mené pour anticiper les scandales à venir.

«Nous devons pouvoir compter sur l'intervention d'acteurs comme la Fondation qui ont la distance suffisante, pour nous aider à tirer les leçons de ce qui est fait».

(Suite en page 6)

«Le contexte européen, va vers une législation de plus en plus exigeante sur l'émission de Co2, et de plus en plus pesante sur le business plan des entreprises.»

Vincent Denby Wylkes

«Jusqu'à présent l'eau et l'air étaient considérés comme des biens gratuits. On prend conscience aujourd'hui que l'air aussi a un coût.»

Jacqueline Aloisi de Larderel.



Pour en savoir plus sur le principe de compensation, évaluer et compenser ses émissions : www.co2solidaire.org

Pour en savoir plus sur le Geres www.geres.free.fr



Pour en savoir plus sur les programmes du Geres soutenus par la Fondation : www.fondationensemble.org programmes soutenus.



«En matière de conservation de la biodiversité, il est primordial d'aider les communautés locales. Tout passe par là.» P. Gay

(Suite de la page 5)

Intervention de M. Pierre Gay (Directeur du parc zoologique de Doué - La Fontaine)

La biodiversité : dernière roue de la charrette ? «Combien de fois suis-je passé pour un doux rêveur» nous confie P. Gay. Et pourtant... Témoignage d'un professionnel passionné, jamais à court d'idées !

«Quelle chance ! Parce que mon père a eu l'idée de créer un parc zoologique, j'ai pu grandir dans ce lieu magnifique, qu'est le zoo de Doué. Un site très particulier, un écosystème en soi. J'y ai été élevé comme tarzan».

Puis P. Gay fait des rencontres décisives : « Je suis allé voir Gérard Durell, au zoo de Jersey, qui m'a montré comment on pouvait faire vivre des animaux captifs. J'ai eu la chance aussi de rencontrer les fondateurs de la LPO (Ligue Pour les Oiseaux). Ces naturalistes renommés, m'ont tendu la main, ce qui n'était pas si évident.»

Peu à peu le projet évolue, pour se focaliser sur les espèces menacées dans la nature. Avec une ambition claire : «on essaie ici de combiner bien-être des animaux et plaisir des visiteurs».

«Un jour, j'ai eu l'opportunité de soutenir le projet d'un jeune malgache, qui a fait considérablement évoluer mon point de vue sur la biodiversité», poursuit P. Gay. Il voulait monter une association dans son pays d'origine pour sauver la forêt de son village. P. Gay décide de participer à hauteur de 3 000 euros. «Au bout de deux ans, je suis allé voir cette association, sur place.

«Deux vélos à pneus pleins, un micro-barrage pour que les gens puissent cultiver le riz au lieu de détruire la forêt... J'ai fait le tour des installations. Personne n'a pu me montrer un seul animal. Même pas un lémurien ! Nous avons donné de l'argent pour la conservation de la biodiversité et l'on me faisait ici la démonstration que cela passait avant tout par le bien-être de la population.»

Pour fêter les 40 ans du Zoo de Doué, en 2001, P. Gay veut soutenir 40 projets. Il passera 6 mois à leur recherche sur internet, rencontrera les personnes ressources, qui ont la passion et le sérieux pour gérer ce type de projet. Il voyagera au Pérou, en Colombie, Equateur...

De fait, la plupart des projets qui ont été retenus, sont liés étroitement à des activités humaines. «Car pour obtenir des résultats plausibles, il est indispensable d'aider les communautés locales.»

Depuis 2001, P. Gay se consacre à ces projets, qui représentent 150 000 euros par an. A cela il faut ajouter les salaires de son équipe. «Car j'ai tenu à m'entourer de compétences».

Certains de ces projets se sont développés. «Sur l'un deux, des parcs zoologiques aux Pays Bas et en Grande Bretagne nous ont rejoint. Nous essayons ensemble de protéger les derniers troupeaux de girafes au Niger. Le budget avoisine aujourd'hui les 90 000 euros.»

Au Pérou, P. Gay se penche sur la protection de la forêt sèche de la côte pacifique, à laquelle personne ne s'intéresse...

«Un jour, je pars en Argentine relâcher des condors dans les Andes. Le lendemain, je pars en Bulgarie, participer à la réintroduction des vautours. Chaque fois, c'est avec cette même ambition : respecter les cultures locales. C'est passionnant ! j'apprends chaque jour un peu plus.»



«Au fil de mes rencontres, j'ai pu constater cette vérité toute simple : la nature est malade de l'homme... Et l'homme en fait partie.»

Pour en savoir plus sur le zoo de Doué www.zoodoue.fr

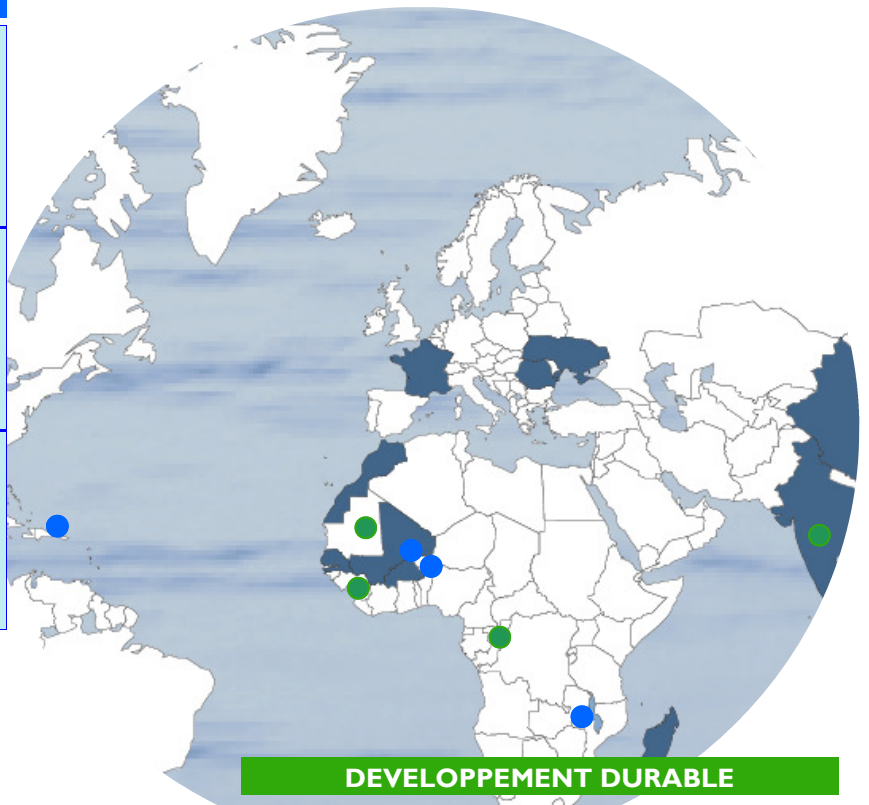


VIE DE LA FONDATION

Commission programmes juin 2008

Les 10 nouveaux programmes sélectionnés lors de cette commission représentent 2,08 millions d'euros et portent à plus de 11 millions d'euros l'engagement total de la Fondation, depuis 2005.

EAU ET ASSAINISSEMENT	
Rain Foundation MALI BURKINA FASO Captage de l'eau de pluie	AVSF MALI Gestion concertée des ressources pastorales et sécurisation du petit élevage.
Eau Vive BURKINA FASO Eau potable et assainissement	SOS SAHEL BURKINA FASO Renforcement des capacités locales pour un accès durable à l'eau et l'assainissement.
Inter Aide MALAWI Protection et valorisation des sols et des ressources en eau.	Protos HAITI Valorisation des ressources en eau.



Pour visualiser les programmes soutenus. www.fondationensemble.org
 Rubrique : Programmes/pays d'intervention

DEVELOPPEMENT DURABLE

Noé Conservation GUINEE Conservation de la biodiversité marine menacée.	Gret MAURITANIE Valorisation des déchets plastiques à Nouakchott.
Conservation International RDC Gestion communautaire de la biodiversité et protection des grands singes.	Geres INDE Réalisation de 1000 bâtiments solaires dans l'Himalaya indien.



PARTAGE D'EXPERIENCES

AGENDA

FONDS PROGRAMMES

Pour la prochaine commission du Fonds Programmes, déposez votre projet au plus tard le 27 février 2009.

Pour déposer un projet
info@fondationensemble.org

«Assainissement par filtration biologique au Pérou», «Cuiser solaire en Bolivie», «Fonctionnement et impact du Biogaz en Chine», ou encore «Comment élaborer un profil de pauvreté au sein d'une communauté rurale»... Toutes ces technologies et d'autres encore, sont accessibles sur le site de la Fondation et régulièrement actualisées.

De nouvelles fiches sont en effet mises à la disposition des internautes, en rubrique «actualités-parutions», pour valoriser l'expérience des équipes sur le terrain. Les informations, qui sont ici diffusées, sont le fruit de leurs expériences et tiennent compte des contextes d'intervention spécifiques.

Elles entendent mettre en évidence les sources de capitalisation : non seulement les succès remportés, mais aussi parfois les difficultés rencontrées.

Conçues comme des outils méthodologiques, ces fiches techniques sont directement téléchargeables à partir du site de la Fondation.

Vous souhaitez réagir sur l'une de ces fiches techniques, apporter un nouvel éclairage...

Ecrivez-nous ici :
communication@fondationensemble.org

FONDS MICROPROGRAMMES

Le dépôt des projets se fait tout au long de l'année. Le prochain comité de sélection est prévu mi-octobre.

Pour déposer un micro-programme biodiversité animale
species@fondationensemble.org

Pour déposer un autre microprogramme
small@fondationensemble.org



Pour en savoir plus :
www.fondationensemble.org
Rubrique : Actualités-Parutions-Partage d'expériences

Pour s'inscrire ou recevoir les prochains numéros :
www.fondationensemble.org

La Fondation remercie vivement l'ensemble de ses partenaires qui ont accepté de mettre à sa disposition la documentation iconographique présente dans ce numéro.

Fondation Ensemble
45 rue de Babylone. 75007 PARIS
Tel (0)1 45 51 18 82.
Fax : (0)1 45 51 18 90

Diffusion : 5 850 exemplaires